

Inversement, il conviendrait de s'interroger sur les effets négatifs que le retard technologique ou tactique de l'Islam a pu avoir sur le développement de l'art militaire en Europe. À la différence de l'Espagne, qui a été à l'école des guerres d'Italie, le Portugal, resté depuis le XV<sup>e</sup> siècle à l'école des coups de main de la guerre marocaine, n'aura qu'une infanterie dérisoire, et l'introduction en Inde de formations « à la suisse », n'y aura pas de résultat, car maladroite : cf. J. Wicki, « Die 'Suica' als besondere militärische Fusstruppe in Portugiesisch Asien » dans *Zeitschrift für Schweizerische Kirchengeschichte*, 52 (1958), p. 183-188, repris dans Wicki, *Missionskirche in Orient*, Immensee, 1976, p. 82-88, et J. Aubin, *Le capitaine Leitão*, dans *Revista da Universidade de Coimbra*, 29 (1953) [p. 87-152], p. 92-95.

Les enseignements de deux siècles de combats entre Ottomans et Impériaux sur le front danubien ont suscité, du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle, une très abondante littérature. On peut regretter que G. Parker, historien très informé et très entraîné aux visions d'ensemble, soit resté silencieux sur le sujet (les noms de Montecuccoli et de Marsigli ne figurent pas à l'index des auteurs cités). L'article du très savant spécialiste qu'était V.J. Parry sur « La manière de combattre » (dans Parry et Yapp éd., *op. cit.*, p. 218-256) reste l'introduction la plus riche en faits et en suggestions (cf. aussi M. Bak et Béla Kiraly, *From Hunyadi to Rákóczi. War and society in late Medieval and early modern Hungary*, Brooklyn, 1982).

L'ouvrage de G. Parker s'arrête au seuil du XIX<sup>e</sup> siècle, qui vit naître des desseins de réformes militaires, avec le concours de conseillers européens, en Turquie, en Égypte, en Perse. Le succès limité ou contrarié (Turquie, Égypte) de ces tentatives, et *a fortiori* leur côté caricatural (Iran) illustre, alors que l'Occident n'était encore qu'au seuil de l'ère industrielle, le lien existant entre la nature de l'État et sa capacité à opérer « la révolution militaire ».

Jean AUBIN  
(E.P.H.E./E.H.E.S.S., Paris)

Meir ZAMIR, *The Formation of Modern Lebanon*. Londres, Croom Helm, 1985. 311 p.

Yehoshua PORATH, *In Search of Arab Unity*. Londres, Frank Cass, 1986. 376 p.

William L. CLEVELAND, *Islam against the West, Shakib Arslan and the Campaign for Islamic Nationalism*. Austin, University of Texas Press, 1985. xxii et 224 p.

Le livre de Meir ZAMIR est une analyse du rôle de la France dans la formation du Grand Liban en 1920 et dans les premières années du nouvel État. Dès la préface, il expose sa thèse essentielle : les circonstances de l'émergence de cette entité politique sont fondamentales pour comprendre l'échec de l'État libanais contemporain. Reprenant un cliché historique éculé que bien des historiens israéliens ont pourtant contribué à condamner, il affirme que la province autonome du Mont Liban était une exception à l'intérieur d'un régime ottoman arriéré et corrompu. Plus heureusement, il fait un rappel historique sur la période d'avant 1914 caractérisée par l'émergence d'une conscience nationale libanaise étroitement identifiée à la communauté maronite dominante dans la Montagne et qui, depuis longtemps, a cherché le soutien de la France pour contrebalancer le poids des autorités ottomanes.

La crise de la Première Guerre mondiale accélère les évolutions. Le « parti colonial » français a essayé de contrer la politique anglaise interprétée comme une volonté d'éliminer complètement la France du Levant. Les accords Sykes-Picot, par la création d'une zone d'autorité directe française sur le littoral syrien, annoncent déjà une séparation d'avec l'intérieur des terres. Mais ce sont les Libanais eux-mêmes qui joueront le rôle essentiel avec la lutte politique qui commence immédiatement après la fin des hostilités. Dès octobre-novembre 1918, les maronites refusent l'État arabe de Fayçal, appellent à la protection française et envoient une délégation à Paris, la seule du monde arabe reconnue officiellement avec celle des Hachémites. Au début de 1919, malgré la faiblesse de leur présence sur le terrain, les Français maintiennent leurs revendications. Ils sont conduits à estimer nécessaire un accord avec Fayçal, le seul qui puisse faire admettre aux musulmans la formule d'un mandat français. Ils ne sont pas particulièrement convaincus de l'idée de constitution d'un Liban totalement autonome. Le Hachémite s'oppose à l'idée d'un Liban chrétien perçu comme l'ennemi du nationalisme arabe. À cette époque, la revendication chrétienne libanaise est jugée plus dangereuse par et pour le monde arabe que la création d'un foyer national juif.

Fayçal refuse de s'entendre avec les Français. Mal conseillé, il pense que la commission d'enquête (King-Crane), décidée par la Conférence pour déterminer les vœux des populations, lui donnera raison. Pourtant le résultat le plus durable de cette commission sera de pousser les Français à accepter les demandes des maronites et en général des catholiques, seule population à appeler à un mandat français. Aussi la commission conclut-elle à la nécessité d'un Liban autonome à l'intérieur d'une confédération syrienne.

Le patriarche maronite Howayek se rend alors à Paris où il arrive le 22 août 1919. Clémenceau ne prend d'abord aucun engagement. C'est après le mémorandum du patriarche daté du 27 octobre 1919 que Clémenceau, le 10 novembre, reconnaît un Liban indépendant de la Syrie. Les Anglais ont abandonné Fayçal, tandis que les élections françaises du 16 novembre voient la victoire d'un centre-droit catholique favorable aux revendications maronites. Pourtant Clémenceau, fidèle à ses idées de jeunesse anti-colonialistes, conclut un accord avec Fayçal le 6 janvier 1920. Les frontières de l'État syrien ne sont pas encore fixées. Gouraud, qui vient d'être nommé haut-commissaire, est partisan d'une politique de fermeté et est sensible aux pressions des catholiques tandis que le secrétaire général Robert de Caix, tout en étant hostile à Fayçal, ne croit pas à l'intérêt d'étendre le territoire du Liban.

La formation du gouvernement Millerand en janvier 1920 marque la victoire du parti colonial. Comme Fayçal n'arrive pas à imposer son accord avec les Français, la solution militaire est choisie et c'est Maysalun (24 juillet 1920). Malgré les avis de Caix qui prône un petit Liban et une confédération libanaise en raison de la répartition démographique et confessionnelle, Gouraud et Millerand fondent le Grand Liban le 1<sup>er</sup> septembre 1920.

Dans la seconde partie de son ouvrage, l'auteur étudie la succession des hauts-commissaires militaires : Gouraud (novembre 1919 - novembre 1922), Weygand (mai 1923 - décembre 1924) et Sarraïl (janvier 1925 - novembre 1925). Leur action est considérablement limitée par la réduction drastique des dépenses due à la crise financière et monétaire de l'après-guerre. Caix continue à se montrer hostile au Grand Liban et préconise d'en détacher au moins la région de Tripoli mais les maronites réussissent à empêcher la réalisation de ses projets. Les Français

améliorent sensiblement leurs rapports avec les musulmans qui voient en eux une protection contre la domination chrétienne dans un État libanais en train de se consolider. Caix, jusqu'à sa nomination à la commission des Mandats de la S.D.N. en 1924, créera un système administratif stable et durable, mais cette œuvre, en soi positive, se traduit aussi en une perpétuelle intervention des Français dans l'administration et la vie politique.

Weygand s'avère un excellent haut-commissaire qui cherche à se montrer impartial envers les communautés. La crise va naître de la politique de Sarrail. Homme de gauche et anticlérical, ce dernier provoque la méfiance des maronites. Dès son arrivée, il se lance dans une politique brouillonne et, malgré les instructions contraires de Paris, propose un programme de transformations radicales tendant à la sécularisation de la société libanaise s'en prenant même aux découpages régionaux (qui reflètent les répartitions communautaires) et aux écoles confessionnelles. Malgré ses affirmations de principe sur la nécessité de laisser les hommes politiques agir librement, Sarrail intervient perpétuellement dans la vie politique libanaise. Sa conduite en Syrie provoque la révolte des druzes du Hawrân, mouvement qui est repris par les nationalistes arabes. À la fin de 1925, les insurgés s'installent dans les régions proches de l'Hermon. En dépit des appels des responsables, la révolte dégénère en lutte confessionnelle dans les régions de peuplement mixte du Liban.

Les nationalistes syriens sont pris dans le même dilemme qu'en 1920 : faire des revendications territoriales au détriment du Liban ou rechercher une entente avec les chrétiens pour obtenir une indépendance des territoires sous mandat. En s'en prenant aux populations chrétiennes, ils espèrent leur montrer l'inefficacité de la protection française. Le libéral Henry de Jouvenel qui succède à Sarrail recherche avec les élites locales un accord susceptible de maintenir le Mandat. Il s'oriente vers une intégration de la région de Tripoli à la Syrie, ce qui provoque une opposition violente de la part de l'Église maronite. Mais le retour de Poincaré au pouvoir en juillet 1926 conduit à l'abandon de cette politique et à la démission de Jouvenel. C'est la fin de la dernière tentative sérieuse des autorités françaises de réduire le territoire libanais.

Le bref passage de Jouvenel laissera une influence durable avec la promulgation de la constitution libanaise. C'est une obligation définie par les termes mêmes du Mandat, mais la crise de 1926 force les Français à se montrer plus libéraux car ils doivent pouvoir montrer à la S.D.N. que leur politique ne se résume pas à une dure répression. L'auteur insiste sur la large consultation, malgré l'abstention de la majorité des personnalités sunnites. Cette constitution, considérablement amendée les années suivantes, consacre le double choix du parlementarisme et du confessionnalisme.

En conclusion, Meir Zamir estime que cette période-clef (1918-1926) porte déjà en elle les tendances qui conduiront à la guerre civile de 1975 : recherche par les musulmans de regroupements plus vastes que le Liban et appel des chrétiens à des protecteurs extérieurs. Ce travail s'appuie essentiellement sur le dépouillement des archives du Quai d'Orsay et peut être considéré comme une étape essentielle pour la connaissance de cette période, surtout en ce qui concerne l'année 1920. Beaucoup reste à faire, en particulier à partir des archives françaises rapatriées qui sont consultables à Nantes. La conclusion générale de l'auteur est beaucoup plus contestable. L'analyse du fait communautaire n'est pas assez poussée : c'est toute la constitution de l'État moderne dans l'Orient arabe qui est en cause. Or dès les années 1930, le mouvement sioniste constituera un puissant élément de déstabilisation : on entendra ainsi des chrétiens, et pas des

moindres, parler de « foyer chrétien »<sup>1</sup>. La création de l'État d'Israël sera interprétée comme la réussite absolue de l'État purement et totalement communautaire et de ce fait comme l'échec des entreprises pluralistes. Il est impossible de comprendre l'évolution du Liban sans tenir compte des rapports avec la Syrie représentante du monde arabe (ce que fait l'auteur) et des interactions permanentes avec la question palestinienne (ce qu'il ne fait pas).

Comme c'est souvent le cas dans les ouvrages d'inspiration anglo-saxonne, la réalité de la politique française n'est pas suffisamment comprise. On ne peut pas parler de crise économique française dans les années 1920; au contraire il s'agit de l'une des périodes du plus grand dynamisme de l'économie française. Mais comme l'a montré Jacques Marseille<sup>2</sup>, plus l'économie française est active, moins elle investit dans l'Empire colonial, qui est avant tout une position de repli.

L'action de la France dans le Levant de l'entre-deux-guerres a une base essentiellement politique et non pas économique. Il faut démontrer que la vitalité de la France n'a pas été atteinte par la Grande Guerre. Outre une certaine anglophobie, les liens séculaires entre la France et les chrétiens d'Orient sont des motifs puissants pour maintenir une présence française que l'on conçoit de plus en plus comme élargie à l'ensemble des populations de la région. Le paradoxe est que la France républicaine et laïque a une approche du fait communautaire fondée sur la reconnaissance des particularités tandis que l'Angleterre protestante le pense dans une perspective étroitement unitariste.

Légitimement, l'auteur oppose une certaine gauche, qui est plutôt un centre gauche, représentée par Clémenceau et Briand, prête à dialoguer avec le nationalisme arabe, à une droite coloniale et cléricale symbolisée par Millerand et Poincaré. Mais Clémenceau et Briand sont les survivants d'une époque où l'état d'esprit « colonial » n'existait que dans une minorité d'hommes politiques. Nouveau paradoxe, les années 1925-1926, qui constituent l'apogée de la contestation de la présence française au Levant et au Maroc au moment où le capital privé français s'intéresse de moins en moins au domaine colonial, sont aussi celles où la conscience collective des Français s'attache de plus en plus à l'idée impériale. L'extrême-gauche suivra avec un peu de retard. Dix ans après, en décembre 1937, Maurice Thorez pourra ainsi affirmer, sans que cela soit réellement choquant pour ses contemporains, que le droit au divorce ne signifie pas l'obligation de divorcer.

Ces quelques remarques ne doivent pas diminuer l'intérêt de ce livre. L'historiographie du Mandat français est en plein renouvellement et d'autres études en cours permettront bien de nouvelles réinterprétations.

Avec l'ouvrage de PORATH, historien israélien déjà bien connu pour ses études sur le mouvement national palestinien à l'époque mandataire, nous passons à l'interaction entre la politique anglaise et les projets d'unité arabe entre 1930 et la fondation de la Ligue arabe en 1945. Il s'agit

1. Edmond Rabbath, à propos de la candidature en 1931 à la présidence de la République de Muhammad al-Jisr, écrit ainsi : « Le Liban courait le plus grave danger de sa carrière, depuis 1920. Sa raison d'être de *foyer chrétien* risquait de disparaître si, par l'effet décevant d'un scrutin

irresponsable, la Constitution plaçait à sa tête un chef musulman ». *La formation historique du Liban politique et constitutionnel*, seconde édition, Beyrouth, 1986, p. 416.

2. *Empire colonial et capitalisme français, histoire d'un divorce*, Paris, 1984.

d'une véritable enquête sur le rôle réel de la Grande-Bretagne à qui on attribue généralement une responsabilité essentielle dans cette affaire. Au lieu de trancher directement et de présenter une vision synthétique des faits, Porath préfère donner successivement toutes les pièces du dossier, d'où une lourdeur dans la présentation avec une longue énumération des projets successifs et un certain nombre de répétitions. Cette méthodologie a dû lui paraître nécessaire pour justifier un certain nombre d'interprétations qui bouleversent des idées communément acquises.

L'auteur nous présente d'abord les tentatives successives de Fayṣal, à partir de son trône d'Iraq, pour réaliser les projets de Croissant Fertile. Il n'a jamais abandonné ses ambitions sur la Syrie après l'échec du Royaume arabe de 1920. L'idée d'établir une nouvelle monarchie hachémite en Syrie avec l'accord des Français, à son profit ou à celui d'un membre de sa famille, est régulièrement reprise jusqu'à sa mort en 1933. Mais les autres états de la région, la Turquie, l'Égypte et l'Arabie Saoudite s'y opposent, tandis que les Français lui font parfois des ouvertures trompeuses. Son frère 'Abdallāh prend, à partir de la Transjordanie, la succession dans le reste des années 1930 avec le projet de Grande Syrie. Ne jouissant pas de la même indépendance que l'Iraq, sa marge de manœuvre est beaucoup plus réduite. Pourtant, il réussit à maintenir une certaine agitation politique en Syrie et introduit l'idée nouvelle d'intégration du foyer national juif à la confédération à créer. À partir de 1935, c'est Nūrī Āl Sa'īd, l'homme fort de la monarchie iraquienne, qui reprend cette idée d'intégration des sionistes. La France s'oppose directement à cette politique qui constitue un danger pour sa présence au Levant.

Plus importants selon Porath sont les projets de règlement de la question palestinienne grâce à une fédération arabe. C'est d'abord Ben Gourion qui l'avance à partir de 1933 : l'intégration d'une Palestine devenue majoritairement juive à la confédération arabe permettrait de tranquilliser sur son devenir la population arabe de Palestine. Il multiplie les contacts avec des personnalités arabes aussi importantes que Šakīb Arslān, Mūsā al-'Alamī, Georges Antonius. Toutes ces rencontres des années 1930 ont lieu sans véritables discussions sérieuses ni pouvoirs donnés par les institutions sionistes. En 1942, Ben Gourion abandonne cette voie et revendique la constitution immédiate de l'État juif (programme de Biltmore).

Quelques responsables britanniques comme Herbert Samuel, lord Lloyd et l'orientaliste Hamilton Gibb avancent des idées analogues, mais le Foreign Office s'y oppose. L'entreprise la plus lourde de conséquences est le plan Philby. L'aventurier anglais entré au service de la monarchie saoudienne avance en 1938 une variante du projet : la population arabe de Palestine serait transférée dans d'autres régions du monde arabe (sauf ceux habitant la région de Jérusalem), en échange les sionistes soutiendraient l'unité arabe qui serait réalisée sous la direction de l'émir Fayṣal (le futur roi d'Arabie Saoudite) et fourniraient des subsides conséquents à l'Arabie Saoudite alors en pleine déconfiture financière. Des indications contradictoires semblent montrer qu'Ibn Sa'ūd ne serait pas hostile aux propositions avancées par Philby. Ce plan provoque l'enthousiasme de Churchill et de Weizmann. Le premier tente de l'appliquer dès son arrivée au pouvoir en 1940 en reprenant la vieille idée d'établir un califat arabe au profit d'Ibn Sa'ūd, mais Eden, qui dirige le Foreign Office, fait tout pour le contrecarrer. Pour contourner l'opposition de son gouvernement, Churchill incite alors Weizmann à s'adresser à Roosevelt afin d'acquiescer le soutien américain (1942). Le président américain envoie en 1943 un émissaire auprès du monarque saoudien pour sonder ses véritables intentions. Ce dernier se montre irrémédiablement

hostile à toute entente avec les sionistes et accuse Weizmann et Philby d'avoir voulu le manipuler. Le projet est alors abandonné. Son importance réside dans l'intérêt qu'il a suscité dans les cercles politiques anglo-saxons, ainsi que dans l'idée de « transfert » des populations avancée sans soulever de protestation.

Churchill, dans l'idée de permettre de réaliser ce plan, a refusé d'appliquer les dispositions constitutionnelles du Livre blanc de 1939 qui auraient permis l'établissement d'une administration représentative en Palestine. Le Foreign Office n'a pu que maintenir les dispositions contraignantes interdisant l'immigration juive. En 1943, les responsables britanniques sont dans la plus grande confusion dans la détermination de l'avenir de la région. Certains préconisent la Grande Syrie ou le Croissant Fertile, tandis que d'autres estiment que le Liban et la Syrie, soumis à l'influence française, risqueraient de devenir prépondérants dans la fédération au détriment des intérêts anglais. On propose à la place un partage à l'amiable de la Palestine entre la Transjordanie et les sionistes. C'est l'idée favorite de Churchill, mais l'assassinat de lord Moyne en novembre 1944 par un commando du groupe Stern gèle les discussions. La défaite électorale de Churchill en juillet 1945 conduit à l'abandon provisoire de la politique de partage.

Durant toute cette période, le pan-arabisme devient un courant idéologique majeur dans le monde arabe. L'Égypte commence à s'y convertir mais, dans l'esprit de son personnel politique, il s'agit surtout d'une volonté de solidarité face à l'Occident et au sionisme et de coopération dans tous les domaines, non d'une fusion réelle des États. La révolte palestinienne de 1936-1939 a conduit à la multiplication des manifestations de soutien aux insurgés et aux consultations des différents états arabes sur ce sujet par la Grande-Bretagne. Au début de la Seconde Guerre mondiale, les responsables arabes se voient en position de force dans les discussions à ouvrir sur l'avenir de la région.

La seconde partie de l'ouvrage de Porath est consacrée aux réactions britanniques. C'est bien le terme qu'il faut employer plutôt que celui de politique cohérente. Dès les premiers projets de Fayçal, le gouvernement de Londres montre une volonté de maintenir le *statu quo* plutôt que de risquer d'envenimer la question palestinienne et de s'attirer les protestations véhémentes des Français. Non seulement les projets de 'Abdallâh ne sont pas soutenus durant la guerre, mais, tant que dure l'option saoudienne, on envisage la suppression de l'émirat hachémite de Transjordanie ! La période la plus critique est celle du printemps 1941, quand la guerre se rapproche dangereusement du Moyen-Orient et que les nationalistes arabes mènent une politique anti-britannique en Iraq soutenue par l'Allemagne, qui profite des facilités de passage que lui a accordées le gouvernement de Vichy en Syrie-Liban.

Eden, à la fois pour calmer les mouvements arabes et surtout pour empêcher l'application du plan Philby par Churchill, prononce le fameux discours du 29 mai 1941 qui annonce le soutien britannique aux projets de renforcement des liens entre les pays arabes. Il a agi sans avoir l'accord du Cabinet, mais Churchill ne peut pas le désavouer sans provoquer une crise ministérielle au pire moment de la guerre. Le premier ministre se contente d'imposer jusqu'en 1943 le refus de tout engagement dans les questions arabes. En février 1943, Eden, à la suite de la question inopinée d'un parlementaire, est conduit à réitérer sa déclaration de mai 1941. Comme le contexte militaire et politique a totalement changé puisque la Grande-Bretagne a repris le contrôle de tout le Moyen-Orient, cette fois sa déclaration a un énorme impact.

Plusieurs responsables arabes appellent à la réunion d'une conférence inter-arabe et c'est le gouvernement égyptien dirigé par Naḥḥās Pacha qui réussit, à la grande déception de Nūrī Āl Sa'īd, à prendre la direction des opérations.

Porath présente dans la troisième partie de son ouvrage les négociations conduisant à la création de la Ligue des États arabes et montre les multiples réticences des Britanniques qui subissent, bien plus qu'ils ne l'encouragent, l'évolution en cours. La conclusion est nette : la Grande-Bretagne a toujours été opposée aux modifications du *statu quo* et le gouvernement de Londres a voulu ménager la position de la France au Levant. Mais cette opposition n'a jamais été manifestée publiquement afin de ménager les interlocuteurs arabes qui se sont ainsi sentis encouragés à continuer. Cela d'autant plus que leurs projets ont souvent reçu des échos favorables dans la presse britannique. La traditionnelle opposition entre les bureaux de Londres qui définissent la politique à suivre et l'action des responsables sur place qui se sont montrés souvent favorables aux projets unitaires arabes et hostiles à la présence française au Levant a singulièrement compliqué la situation. Ils ont de ce fait accrédité l'idée d'un soutien britannique aux projets unitaires arabes et ont créé la légende d'une Ligue arabe instrument de la politique anglaise.

La découverte de l'importance capitale du plan Philby et de l'opposition entre Eden et Churchill est un acquis précieux de ce livre. Il montre combien la politique anglaise en est restée aux cadres mentaux de la Première Guerre mondiale, à un mélange complexe de pragmatisme et d'orientalisme politique. L'idée d'un califat arabe est une résurgence inattendue des idées de Blunt et de la correspondance Ḥusayn - Mac Mahon. Loin de soutenir inconditionnellement les Hachémites, les responsables anglais accordent une grande importance à l'Arabie Saoudite et tiennent à ménager le plus possible la France, deux acteurs fondamentalement attachés au maintien du *statu quo*. Pourtant l'évolution commencée au début du siècle s'est accélérée, et l'idée unitaire arabe est devenue un facteur de plus en plus considérable dans la politique régionale, imposant son vocabulaire et ses perspectives aux Occidentaux, aux sionistes et aux Arabes eux-mêmes. Elle devient source de légitimité pour les discours et les pratiques. Les raisons de ce développement échappent à Porath qui s'est essentiellement attaché à un scrupuleux dépouillement des archives anglaises.

Le livre de CLEVELAND sur Šakīb Arslān constitue l'antithèse parfaite de l'ouvrage de l'historien israélien. Autant le premier constitue une enquête, autant le second est un portrait psychologique et historique. Arslān est envisagé comme le meilleur représentant de la dernière génération des Arabes ottomans, habitués à penser dans un cadre impérial et ayant tendance à contester les cadres étatiques issus du démembrement de cet Empire. Pour Cleveland, Arslān est un *gentleman* arabo-ottoman, né en 1869 dans une importante famille de notables druzes bien en cour auprès de la dynastie ottomane. Sa formation intellectuelle se fait au temps de la renaissance culturelle (*nahḍa*). Il fréquente successivement des écoles maronites et ottomanes qui lui donnent un bon maniement de l'arabe, du turc ottoman et du français, mais il ne suit pas d'études supérieures. Sa rencontre avec 'Abduḥ, alors en exil à Beyrouth, est décisive dans sa formation intellectuelle : toute sa vie il restera fidèle aux thèmes principaux du réformisme musulman de la *salafiyya*.

Après sa vingtième année, il voyage beaucoup dans l'Empire ottoman et en Europe. Il devient un journaliste et écrivain connu. Significativement, on le surnomme le *prince de l'éloquence*. Aḡḡānī, visité à Istanbul, le confirme dans ses principaux choix, mais Arslān doit rentrer au Mont Liban pour exercer des responsabilités administratives. Il accepte la révolution *Jeune Turquie* de 1908, mais ce n'est qu'à partir de 1911 qu'il devient un personnage important. Indigné par l'agression italienne contre la Libye, il part comme volontaire et réussit à joindre les troupes ottomanes. Il se lie d'amitié avec Enver Pacha. En 1912, il est à Istanbul et participe aux opérations du Croissant Rouge durant les guerres balkaniques. Surtout il devient l'émissaire des Jeunes Turcs auprès des Arabes et condamne le mouvement autonomiste arabe consacré par le congrès arabe de Paris en 1913. En avril 1914, il est élu député au parlement ottoman.

La Première Guerre mondiale va bouleverser son existence. Ami de Ġamāl Pacha devenu gouverneur de Syrie, il essaye d'atténuer la politique de dure répression que ce dernier mène contre les autonomistes arabes tout en approuvant la raison d'être de défense de l'Islam. Aussi, pour beaucoup, il apparaît complice de ces actes qui amènent une rupture décisive entre Arabes et Ottomans. À la fin de 1916, il s'installe à Istanbul pour exercer ses fonctions de député et accomplit plusieurs missions en Allemagne. La défaite ottomane fait de lui un exilé qui doit se réfugier en Europe. Espérant une restauration ottomane et islamique, il refuse de participer au royaume arabe de Fayṣal. Il attend beaucoup du kémalisme et s'installe au milieu des années 1920 en Anatolie.

Sa conversion à l'arabisme sera progressive et jamais totale. C'est son ami Raṣīd Riḡā qui le réhabilite en lui faisant confier la fonction de représentant à Genève du Congrès syro-palestinien, organisation regroupant les exilés politiques arabes luttant surtout contre le Mandat français. À partir de l'été 1925, il se lance dans une activité débordante et essaye de négocier directement avec Jouvenel, ce qui provoque l'indignation des partisans des Hachémites comme Ṣahbandar qui sont responsables sur place de la révolte. Cette rupture sera définitive.

À la fin des années 1920, bien qu'il soit interdit de séjour dans presque tout le monde arabe (la seule exception notoire étant la monarchie saoudienne), Arslān est devenu une personnalité dominante du monde arabe. Grâce à l'exil qui l'éloigne des contingences de la lutte politique locale, il peut traiter de l'ensemble des problèmes politiques arabes dans ses interventions auprès de la S.D.N., par ses multiples articles de presse (en particulier dans son journal en français *la Nation arabe*), et dans ses voyages de propagande anti-impérialiste qui le conduisent aussi bien aux États-Unis qu'en Union soviétique. Il ne pourra se rendre en Syrie qu'en 1937, après avoir soutenu le traité franco-syrien de l'année précédente. Considérablement endetté par ses multiples activités, il semble avoir accepté à cette époque des subsides français. Mais ses prises de position sur la question palestinienne et sa participation à la conférence de Bludan conduisent les Français, à l'instigation des autorités britanniques, à lui demander de revenir en Europe.

Arslān joue un rôle fondamental dans l'émergence d'une conscience politique maghrébine. Ses premiers contacts datent de la guerre de 1911 et de la Première Guerre mondiale quand les Jeunes Turcs, en coopération avec les Allemands, ont essayé de soulever les populations d'Afrique du nord contre les Français. Cet ancien compagnon de 'Abduh et d'Aḡḡānī jouit d'un prestige certain auprès de la première génération de nationalistes très influencée par la *salafiyya*. En 1930, Arslān mène une campagne internationale de grande ampleur contre le *dahīr*



berbère qui soustrait les Berbères du Maroc à la juridiction des tribunaux islamiques. Accusant les Français de vouloir christianiser les Berbères, il réussit à transformer une question marocaine en problème islamique majeur et par-là à dynamiser l'action des nationalistes marocains. Les Français doivent faire des concessions les années suivantes.

À la même époque, il s'en prend aux atrocités italiennes en Libye et accuse la fascisme de vouloir exterminer les musulmans afin de les remplacer par des chrétiens. Grâce à lui l'Orient arabe devient sensible aux problèmes du Maghreb comme le Maghreb à ceux de l'Orient arabe (en particulier la question palestinienne). Pour les nationalistes maghrébins, il est un véritable mentor et exerce une grande influence aussi bien sur les ulémas réformateurs que sur des personnalités aussi diverses que Messali Hadj (qu'il pousse vers un arabo-islamisme plutôt que vers un populisme prolétarien) ou un Habib Bourguiba (qui trouve utile d'associer son nom au prestige d'Arslân). Aux yeux des autorités françaises, il apparaît comme l'unique responsable de toutes leurs difficultés politiques dans les trois pays d'Afrique du nord. La prise de conscience d'une unité de destin entre l'Occident et l'Orient arabes doit énormément à l'action d'Arslân au début des années 1930.

Arslân participe pleinement aux grands débats idéologiques du monde arabe de l'entre-deux-guerres. Dans la tradition de la *salafiyya*, il explique que le retard des musulmans ne vient pas de leur religion comme le montre la grandeur de leur passé mais est dû à des maux internes. Il faut lutter contre l'ultraconservatisme, partisan de l'imitation irréfléchie d'une tradition dont on ne comprend pas l'esprit, mais aussi contre l'imitation aveugle de l'Occident. Il appelle à un *ġihād* éthique insistant sur la responsabilité et l'effort individuels de chaque croyant. Chaque culture doit évoluer tout en conservant ses propres traditions parce qu'elles sont bonnes pour la société qui les possède. Il combat simultanément les confréries soufies et les tentatives d'occidentalisation. Il s'en prend particulièrement à Ṭāha Ḥusayn, accusé de plagier les orientalistes occidentaux, et à Mustafa Kemal, responsable du crime absolu de vouloir détruire l'Islam en Turquie. Pour lui, l'Europe et le Japon n'ont réussi leur développement qu'en maintenant leurs valeurs culturelles et religieuses.

Sa pensée ne dépasse pas le stade des affirmations générales. Ce n'est pas un théoricien. Loin d'être un véritable pan-arabiste, il reste toujours dans un cadre de référence islamique. Quand il dit « musulman », il pense habituellement « arabe », et quand il dit « arabe », il pense « musulman », d'où ses mauvais rapports permanents avec les Arabes chrétiens. Cette vision du monde n'a rien de surprenant à cette époque. Arslân est proche des positions d'un Ḥasan al-Bannâ'.

En faisant le portrait d'Arslân comme une personnalité redoutable et en lui attribuant un pouvoir de manipuler les mouvements arabes anti-impérialistes bien supérieur à celui qu'il avait eu dans la réalité, les Français et les Anglais ont renforcé sa position et son prestige dans le monde arabe. L'échec relatif de l'émancipation des Arabes à la fin des années 1930 va conduire Arslân dans une voie dangereuse. Comme bien des nationalistes arabes de son temps, Ḥaġġ Amin al-Ḥusaynī, 'Aziz 'Alī al-Miṣrī, il se rapproche des puissances de l'Axe. Il compte sur l'Allemagne pour contenir les ambitions italiennes. Il accepte des subsides de l'Italie pour pouvoir continuer son action politique. Ses contacts avec l'Allemagne passent par des milieux aristocratiques issus du II<sup>e</sup> Reich. Il n'a pas de claire conscience des réalités du régime nazi. Interdit de séjour dans

le Levant, il passe les années de guerre en Suisse, mais ce n'est plus qu'un vieil homme malade, ruiné, dont on ne tient plus compte. L'indépendance du Liban lui permet de rentrer chez lui et de mourir en décembre 1946 à Beyrouth.

Homme de protestation, la nécessité de réformes sociales lui a toujours échappé. Arslân a été avant tout un cosmopolite formé à l'école du pan-islamisme hamidien. Véritable continuateur d'Afgānī, il meurt six ans avant la révolution des Officiers libres en Égypte qui transformera complètement le monde arabe et islamique pour lequel Arslân a tant combattu.

Cleveland a réussi dans ce livre le tour de force de nous décrire la vie si complexe d'Arslân en peu de pages en allant toujours à l'essentiel. L'érudit pourra regretter l'absence d'un développement plus long sur tel ou tel épisode significatif de la vie d'Arslân, mais l'interaction entre l'homme et son époque est toujours parfaitement décrite. Grâce à cette étude, on comprend mieux l'évolution de l'arabo-islamisme issu de la *salafiyya* et son importance dans la genèse du sentiment national arabe. On saisit aussi combien les formes de la lutte politique dans le monde arabe jusqu'en 1945 sont encore proches de celles de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.

Le titre du livre, *l'Islam contre l'Occident*, est contestable puisqu'il s'agit bien plus d'une lutte contre l'impérialisme que contre la civilisation occidentale. Arslân a agi dans deux mondes. Ses écrits ont réussi à rejoindre les émotions d'une époque en particulier grâce à la qualité de son expression littéraire arabe, mais sa pratique politique, durant ses longues années d'exil, s'est inscrite dans les structures et les discours politiques européens de son temps : que ce soit la doctrine libérale de la S.D.N., l'anticolonialisme des communistes et des socialistes ou la volonté de puissance du fascisme et du nazisme. Ne voulant pas reconnaître que les oppositions à leur domination venaient du contenu même de leurs politiques, Français et Anglais ont fait d'Arslân le bouc émissaire de leurs difficultés et ce dernier a bâti son prestige sur la réputation que les deux puissances impériales lui ont créée. Cet islamiste convaincu, exilé en Suisse, a vécu dans un dialogue et une complexité paradoxales avec l'Occident. Ce sont là quelques réflexions qu'inspire le remarquable livre de Cleveland.

Ces trois ouvrages traitant essentiellement de la période de l'entre-deux-guerres montrent combien l'inévitable Occident et l'Orient résistant, selon l'expression de M. Dominique Chevallier pour le Mont Liban du XIX<sup>e</sup> siècle, sont bien encore des termes nécessaires pour la compréhension de cette époque qui n'est pas si éloignée de la nôtre.

Henry LAURENS  
(Université de Paris-Sorbonne)

Gregory C. KOZLOWSKI, *Muslim Endowments and Society in British India*. Cambridge, Cambridge University Press, 1985. In-8°, 211 p., bibliog., index.

Dans le couloir d'entrée de Lincoln's Inn, haut lieu londonien où se formaient les hommes de loi de l'Empire britannique, deux portraits se font face : celui du juge Hobhouse (membre du « Privy Council » de Sa Majesté, la plus haute instance judiciaire de l'empire) qui, par un jugement de 1894, rendit illégales pour les musulmans indiens les fondations pieuses dont les